

L'économie agro-alimentaire canadienne en perspective

Gérard Gherzi

Volume 5, numéro 1, printemps 1987

Le complexe agro-alimentaire et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002017ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002017ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gherzi, G. (1987). L'économie agro-alimentaire canadienne en perspective. *Cahiers de recherche sociologique*, 5(1), 15–39. <https://doi.org/10.7202/1002017ar>

L'ÉCONOMIE AGRO-ALIMENTAIRE CANADIENNE EN PERSPECTIVE

Gérard GHERSI

Confrontés aux bouleversements sans précédent de leur environnement national et international, supportés par une croissance économique accélérée, par le pouvoir des nouvelles technologies et par une demande en pleine évolution, les nombreux des partenaires de l'économie agro-alimentaire canadienne n'ont pas échappé aux transformations structurelles profondes qui ont secoué, au cours des dernières décennies, les systèmes alimentaires occidentaux .

Face à ces changements les Canadiens témoignent de plus en plus d'intérêt pour leur secteur agro-alimentaire. Ce dernier, cependant, ne doit pas être interprété comme l'effet d'une mode. Il est né avec la prise de conscience qu' au Canada, comme ailleurs, non seulement la qualité de notre alimentation et mais aussi la vigueur de notre développement économique et social dépend en partie de notre capacité à harmoniser et à dynamiser le développement de toutes les activités qui vont de la production agricole à l'assiette du consommateur.

Or, depuis près de dix mille ans que l'homme améliore sa maîtrise de la production animale et végétale, l'évolution des systèmes agro-alimentaires s'est réalisée, somme toute, assez lentement. Il aura donc fallu cent siècles de lente évolution pour arriver aux transformations sans précédent observées au cours des dernières années, et aux bouleversements considérables que nous prédisent les spécialistes qui explorent les voies de la biotechnologie de demain.

Ces transformations se sont déjà accompagnées d'une forte restructuration de l'appareil de production et de commercialisation des aliments. La place et le rôle joué par les industries agro-alimentaires, dans l'évolution des systèmes agro-alimentaires et de l'économie toute entière, n'est plus aujourd'hui à démontrer. Au cours des dernières années, les développements fondamentaux observés au sein de l'économie canadienne se sont accompagnés d'une industrialisation et d'une capitalisation soutenue des chaînes agro-alimentaires. L'activité de production des aliments s'y développe de plus en plus au sein de

groupes de grande taille, intégrant souvent un grand nombre d'entreprises diversifiées. Il est donc essentiel, à partir d'une meilleure connaissance de notre économie agro-alimentaire, de saisir les caractéristiques de ce développement, d'en évaluer les tendances et de prévoir les conséquences de ces évolutions sur l'agriculture et l'alimentation de demain¹.

1. Le complexe agro-alimentaire, un ensemble stratégique pour l'économie canadienne

1.1 *Les champs de l'agro-industrie et de l'alimentation*

La notion d'*agro-alimentaire* suppose la prise en compte de l'ensemble des activités allant de la production agricole à la consommation alimentaire. Aujourd'hui, les techniques de fabrication des aliments ayant évolué, une partie non négligeable de la production agricole sert à la fabrication de biens non alimentaires. Toutefois, une part grandissante de biens et de services ne venant ni du secteur agricole, ni des industries alimentaires entre dans la fabrication des aliments. Cette diversification des activités ne permet pas toujours de fixer avec précision les limites du secteur agro-alimentaire².

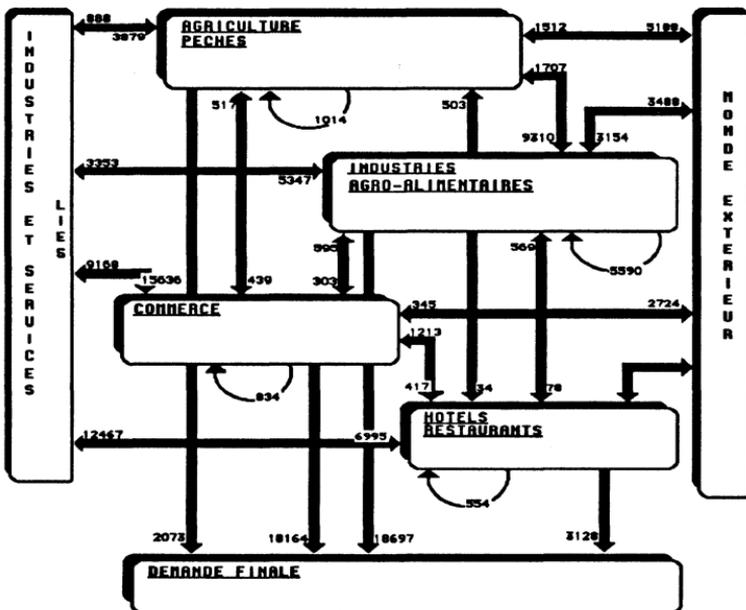
Nous retiendrons ici quatre champs fondamentaux d'observation :

- le *complexe agro-industriel* qui regroupe les secteurs primaires des filières alimentaires (agriculture et pêche) et les activités concernant la transformation et la distribution de leurs produits, qu'ils soient alimentaires ou non;
- le *complexe agro-alimentaire* proprement dit qui regroupe les activités liées à l'alimentation. Au Canada, ces activités sont assurées au sein de secteurs très spécialisés. C'est tout d'abord le cas de l'*agriculture*, de la *pêche* et des *industries des aliments et des boissons* (ou industries agro-alimentaires) dont la production est alimentaire à plus de 98%. Ensuite, des ensembles plus diversifiés relèvent du complexe agro-alimentaire. Ce sont les secteurs du *commerce de gros et de détail* où les produits agro-alimentaires génèrent 12% et 29% de leurs marges respectives³, et les *hôtels et restaurants* dont les ventes de biens et services alimentaires représentent environ 82% du chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble de ce secteur;
- l'*agro-industrie non alimentaire* regroupe quant à elle toutes les industries qui transforment les produits agricoles et certains sous-produits alimentaires en biens non alimentaires. On y trouve par exemple le *secteur du tabac* que l'on intègre parfois aux industries agro-

alimentaires, les *secteurs du textile et de l'habillement* traditionnellement approvisionnés par des produits d'origine agricole tels le coton et le lin (bien qu'aujourd'hui, ces produits soient largement remplacés par des produits de synthèse), les *secteurs du cuir et des chaussures*, et ceux du *bois et du papier*;

- pour assurer sa production, le complexe agro-industriel dépend d'un volume grandissant de biens et de services que lui assure la plupart des autres secteurs de l'économie nationale. Aujourd'hui ces approvisionnements sont si importants, qu'il est devenu essentiel d'inclure les *industries et services liés* dans l'analyse des activités agro-industrielles.

Schéma 1
Les flux entre les branches du système agro-alimentaire canadien en 1980, en millions de dollars



Sous l'effet de profondes transformations, une part grandissante de la production alimentaire s'opère, aujourd'hui, au sein d'ensembles économiques complexes, hétérogènes et fortement diversifiés. Le

schéma 1 ci-dessus illustre bien les relations internes et externes au complexe agro-alimentaire canadien, en 1980. Les calculs y ont été faits avec une approche en terme de *branche*. C'est-à-dire que les activités économiques y ont été regroupées sur la base des produits et non des entreprises (approche sectorielle). Mais l'analyse des firmes révèle la présence de plus en plus active des plus grandes et des plus dynamiques d'entre-elles aux différents niveaux de ces filières.

1.2 *Le complexe agro-alimentaire canadien dans l'économie nationale*

Au Canada, le complexe agro-alimentaire constitue un volet important de l'économie nationale. Il assurait, en 1982, quelque 15% de la production nationale. Il contribuait pour près de 11% à la formation du produit intérieur brut. Elle fournissait du travail à 15% de la population active du pays. Le tableau 1 donne une idée de l'importance du système agro-alimentaire, industries des boissons et du tabac incluses, dans l'ensemble de l'économie nationale.

Tableau 1
Poids du système agro-alimentaire (SAA) dans l'économie canadienne en 1982

	AGRI.	C-P	IAB	CO	HR	SAA	ECON	% SAA Econ
•Produc. (millions \$)	19 540	944	38 211	49 104*	13 425*	121 224	806 037	15.0
•Contribu. à la P.I.B. (millions \$)	9 992	652	8 994	6 997*	6 774*	33 409	319 057	10.5
•Population active (milliers)1981	462	32	306	528	560	1 888	12 267	15.4

* Estimations de la part agro-alimentaire: 21% du commerce total et 82% de l'ensemble de l'hébergement-restauration

AGRI = agriculture; C - P = chasse et pêche; IAB = industrie des aliments et boissons; CO = Commerce agro-alimentaire; HR = Hôtels et Restaurants;

ECON = ensemble de l'économie.

Sources: Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie*, Cat 61-213 et *Recensement du Canada de 1981. Population active. Tendances historiques de l'activité économique*, Cat. 92-925 (vol. 1).

Ainsi analysé, le complexe agro-alimentaire canadien peut être décomposé en un certain nombre de sous-ensembles fonctionnels plus homogènes :

- *L'agriculture et le secteur de la pêche* fournissent les matières premières nécessaires à la production alimentaire. Ces deux secteurs primaires assurent encore de nos jours la base essentielle de notre alimentation. Au Canada, les secteurs de l'agriculture et de la pêche contribuent pour près de 5% à la formation du produit intérieur brut de l'ensemble de l'économie. Après un déclin relativement rapide au cours des dernières décennies, leur participation à la production nationale semble se stabiliser, voire se renforcer légèrement depuis le milieu des années 1970.

- *Les industries agro-alimentaires et des boissons (I.A.B.)* occupent aujourd'hui une place stratégique au sein des systèmes agro-alimentaires. Avec près du tiers de la P.I.B. du complexe (27%) et avec plus de 85% des produits agricoles bruts soumis à la transformation, ce sont d'elles que dépend, pour une large part, le dynamisme de l'ensemble des filières alimentaires.

Le secteur des I.A.B. se subdivise en quatre composantes principales:

- *Les agro-industries alimentaires* qui transforment les produits agricoles en aliments. Il s'agit du sous-ensemble principal des I.A.B., avec 75% de son chiffre d'affaires. Parmi les industries les plus importantes on retrouve le secteur de l'abattage et du conditionnement de la viande qui assure près du tiers de la valeur des livraisons des agro-industries alimentaires, et le secteur laitier qui y contribue pour 22%.

Ces agro-industries peuvent se situer à des niveaux différents de la transformation des aliments. On parle d'*industries de première transformation* lorsque celles-ci travaillent des produits agricoles en vue d'en faire des intrants destinés à d'autres industries alimentaires. Ces dernières élaborent davantage ces biens alimentaires intermédiaires et en font des biens de consommation finale. On parle alors d'*industries de deuxième ou de troisième transformation*. Le fractionnement des techniques de production des aliments permet aujourd'hui à un nombre croissant d'industries d'intervenir le long des filières alimentaires et de tirer un meilleur parti de la localisation mondiale des activités de production et de commercialisation agro-alimentaires.

- *Les industries alimentaires moins liées à l'agriculture*. On y retrouve principalement le secteur des boissons, alcoolisées ou non alcoolisées.

Le développement des secteurs alimentaires dépendant faiblement de l'agriculture pour leurs approvisionnements est à suivre de très près au cours des prochaines années, dans la mesure où les procès de production, rompant avec des techniques traditionnelles, risquent de modifier progressivement l'essence et la nature des rapports entre les partenaires impliqués le long des chaînes alimentaires.

— Les *agro-industries de biens intermédiaires* sont en fait pour la plupart des industries qui transforment des produits d'origine agricole pour en faire des biens de consommation intermédiaire destinés à l'agriculture. Elles sont à la fois clients et fournisseurs du secteur agricole. Il s'agit essentiellement des industries de fabrication d'aliments pour animaux.

— Enfin, les *industries du poisson* qui sont alimentaires, mais s'approvisionnent au secteur de la pêche.

• *Le commerce alimentaire*, qui a connu une progression constante au cours de dernières années. Cette fonction peut s'opérer de biens des façons. Par des circuits courts et directs, c'est le cas des produits vendus à la ferme au consommateur final. Mais, dans la plupart des cas, les produits agricoles et ceux des I.A.B. empruntent des circuits commerciaux de plus en plus complexes et longs, avec un prélèvement croissant de marges commerciales. Tant et si bien qu'aujourd'hui le commerce agro-alimentaire représente 21% de la valeur de la production brute du complexe agro-alimentaire. En 1983 le chiffre d'affaires du commerce de détail alimentaire atteint les 28,5 milliards de dollars, assurés à 52,2% par les chaînes et à 45,5% par les indépendants et autres magasins d'alimentation. Cette fonction était supportée par environ 9 000 établissements de gros et par plus de 32 000 établissements de détail.

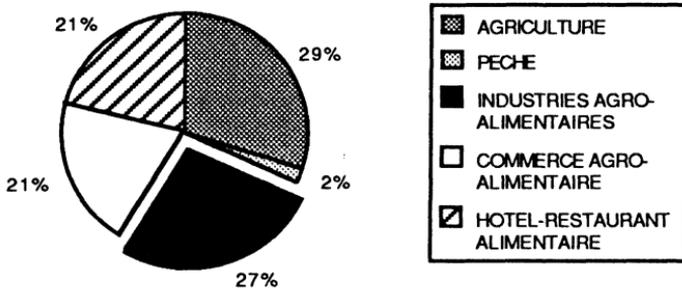
Les deux phénomènes qui synthétisent le plus l'évolution de ce secteur du complexe agro-alimentaire, au cours des dernières années, sont sans nul doute l'intégration et la concentration. L'émergence de groupes intégrant verticalement les fonctions de gros et de détail, sur une base contractuelle ou institutionnelle, et la concentration du pouvoir d'achat dans les mains d'un nombre de plus en plus limité d'entreprises, caractérisent les structures de marché nouvelles avec lesquelles doivent composer les firmes de la transformation alimentaire au Canada.

• *Les hôtels et restaurants*, qui représentent une part croissante de la valeur ajoutée par le complexe alimentaire. Le développement du secteur tertiaire est caractéristique des transformations observées dans les

économies occidentales. Aux États-Unis on estime que 37% des dépenses alimentaires des Américains sont faites à l'extérieur du domicile et que ce chiffre devrait atteindre 50% d'ici 1990⁴. Au Canada la proportion des dépenses alimentaires réalisées à l'extérieur du foyer est de 24% en 1983. Le chiffre d'affaires des services de restauration y a enregistré en dollars absolus, un taux de croissance de 33% entre 1979 et 1983.

Graphique 1

Participation des différents secteur au PIB du système agro-alimentaire canadien, en 1982



Source : Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie, 1983*.
Cat. 61-213 et 61-202.

2. La consommation alimentaire: moteur des transformations du système agro-alimentaire

Les transformations remarquables du système agro-alimentaire, telles qu'on a pu les observer au cours des dernières années, procèdent de la mutation du système économique tout entier. L'industrialisation des systèmes de production des aliments, la concentration du pouvoir financier et le développement de la production de masse, observés le long des chaînes agro-alimentaires, n'auraient jamais été possibles sans les transformations de l'ensemble de l'économie et surtout sans les exigences nouvelles des consommateurs de la société industrielle.

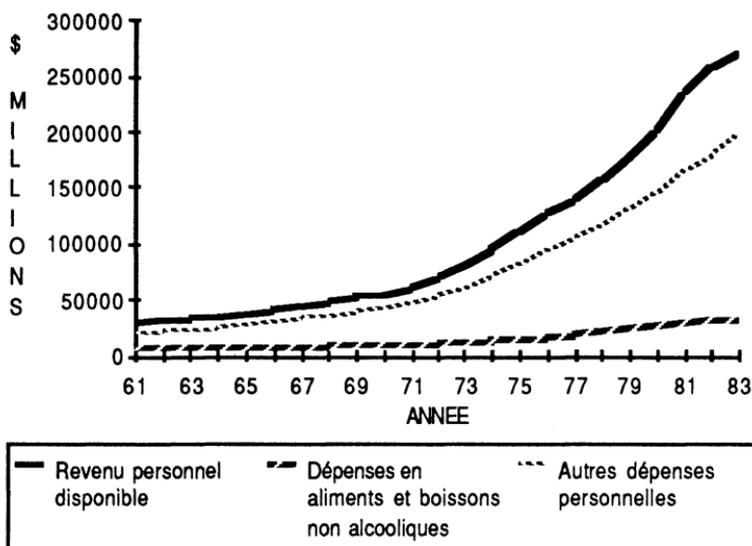
2.1 *Une part de plus en plus réduite du revenu personnel consacrée aux dépenses alimentaires*

Compte tenu des caractéristiques de la demande alimentaire des sociétés occidentales dans lesquelles elles opèrent, les entreprises agro-alimentaires canadiennes sont condamnées à rechercher expansion et rentabilité, dans un contexte de saturation des besoins alimentaires (mesurés en termes quantitatif et énergétique). Cette caractéristique de l'évolution de la consommation a conduit tout d'abord les entreprises les plus dynamiques des industries agro-alimentaires à s'implanter solidement sur leurs marchés par le biais d'une production de masse, et très vite à développer des stratégies de différenciation en vue de renforcer leur position vis-à-vis des firmes concurrentes. Parallèlement, ces entreprises cherchent à sophistiquer davantage l'élaboration de leurs produits afin de prélever une part grandissante de la valeur incorporée, et à poursuivre leur croissance sur des marchés internationaux moins saturés.

Dans ce domaine l'agro-industrie canadienne n'échappe pas aux lois du développement observées dans la plupart des économies occidentales où, malgré une croissance en termes absolus, les dépenses consacrées à l'alimentation progressent à un rythme sensiblement plus lent que les revenus, et que les autres dépenses de consommation. Le graphique 2 illustre assez clairement la perte de poids relatif des dépenses alimentaires par rapport au revenu personnel disponible, au cours des plus récentes décennies.

Graphique 2

Évolution comparée du revenu personnel disponible et des dépenses de consommation en dollars courants, Canada, 1961 à 1983



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses 1969-1983*, Cat. 13-201

Calculé à partir des données en dollars constants de 1971, le revenu personnel disponible a augmenté au rythme annuel moyen de 5,3% entre 1971 et 1984. Pendant la même période, les dépenses réelles en aliments et boissons non alcooliques n'ont progressé que de 1,4% et les autres dépenses ont crû au rythme annuel de 4,8%. Sur cette base, les consommateurs canadiens allouent une part de plus en plus faible de leur revenu personnel disponible aux dépenses alimentaires: 15,8% de ce revenu en 1983 contre 25,1% en 1947. Ce sont en fait les dépenses alimentaires consacrées aux repas préparés à la maison qui retiennent une part de plus en plus faible des ressources des consommateurs, soit 11,9% en 1983 comparativement à 21,4% en 1947. Cependant, la part du revenu disponible consacrée aux repas pris à l'extérieur a augmenté, passant de 3,7% en 1947 à 3,9% en 1983. Cette progression, relativement faible à première vue, s'avère particulièrement importante quand on considère la hausse rapide des revenus au cours des douze dernières années, comme l'illustre le graphique 2. Ces données sont en

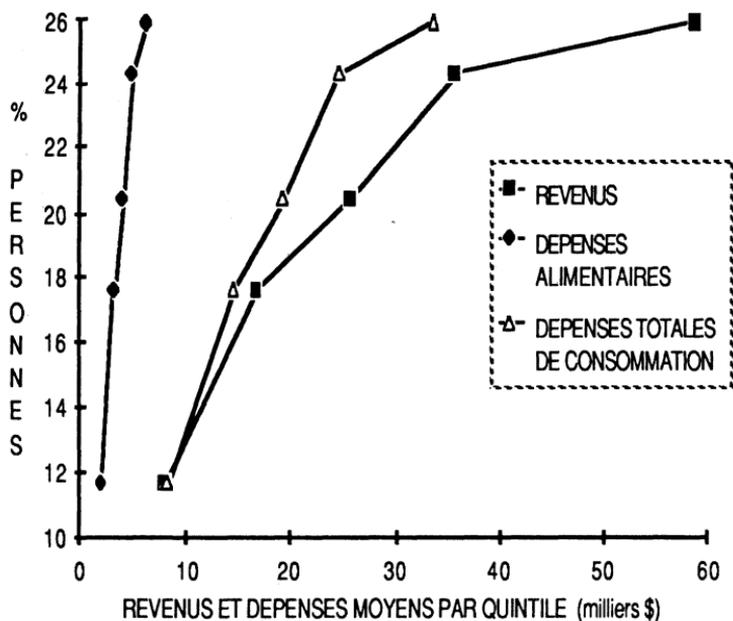
fait l'illustration moderne des lois exprimées il y a maintenant plus de 100 ans par Engel.

2.2 Malgré des disparités, une répartition sociale de la consommation alimentaire caractéristique d'une société de richesse de masse

Malgré de fortes disparités dans la répartition des revenus, les écarts dans la distribution alimentaire sont étroitement resserrés. Les enquêtes sur les dépenses des familles, réalisées depuis quelques années par Statistique Canada, constituent une base intéressante d'analyse de la consommation alimentaire. A partir de ces données, il est possible de comparer les budgets de consommation des différentes catégories de consommateurs .

La comparaison de la distribution des revenus et des dépenses révèle, au niveau des dépenses consacrées à l'alimentation, une relative homogénéité entre les différents groupes de la population enquêtée (graphique 3). Les écarts dans la distribution des dépenses alimentaires sont moins prononcés que ceux observés dans la distribution des revenus et des dépenses totales de consommation. En effet, le premier quintile, le plus pauvre, dépense trois fois moins pour se nourrir que le quintile le plus riche, alors que ses revenus sont sept fois moins importants.

Graphique 3
Courbe de distribution des revenus et des dépenses, Canada, 1982



Source: Nos calculs à partir de Statistique Canada, *Dépenses des familles au Canada*, 1982, Cat. 62-555.

2.3 Vers des modèles alimentaires plus coûteux, incorporant plus de services

Lorsqu'on étudie la consommation alimentaire canadienne du point de vue de son contenu et sous l'angle économique, deux grandes tendances se dégagent :

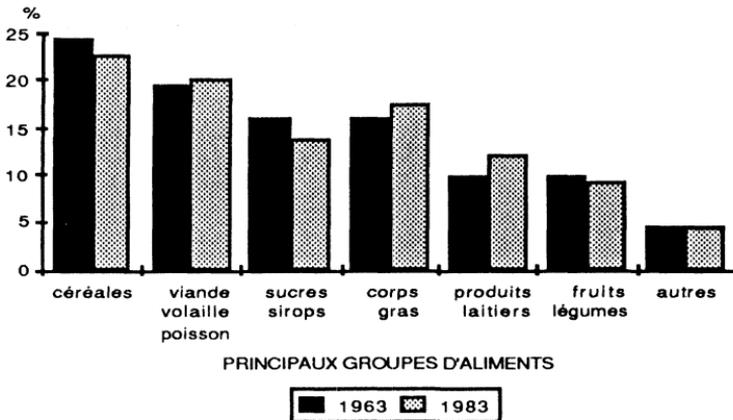
On assiste, en premier lieu, à une saturation en volume de la consommation alimentaire nationale, exprimée en termes de calories aussi bien finales qu'initiales.

L'analyse des flux énergétiques du système alimentaire met en évidence à la fois le plafonnement de la demande alimentaire et l'émergence de modèles de consommation de plus en plus coûteux en énergie. Ce plafonnement de la demande alimentaire est un phénomène

qui date du début des années 1970 au Canada. On note même l'amorce d'une légère diminution depuis le milieu des années 1970 de la consommation moyenne exprimée en termes de calories finales et initiales⁵.

On observe, en second lieu, des transformations importantes des régimes alimentaires, caractérisées principalement par des substitutions de calories chères à des calories relativement bon marché.

Graphique 4
Évolution de la part (en %) des principaux groupes d'aliments, en termes d'énergie alimentaire, Canada, 1963 et 1983



Source: PEEN (Agriculture Canada) cité par Robbison et Robichon-Hunt, cité dans Agriculture Canada, *Revue du marché alimentaire*, vol. 7, no. 3

L'évolution de la consommation alimentaire est le résultat des transformations des régimes alimentaires. D'une façon globale, ces transformations se caractérisent par: un accroissement des produits d'origine animale (viande, volaille, poisson et produits laitiers, sauf pour les oeufs); un fléchissement des produits d'origine végétale, en particulier les céréales; une chute des sucres et sirops; une augmentation des corps gras .

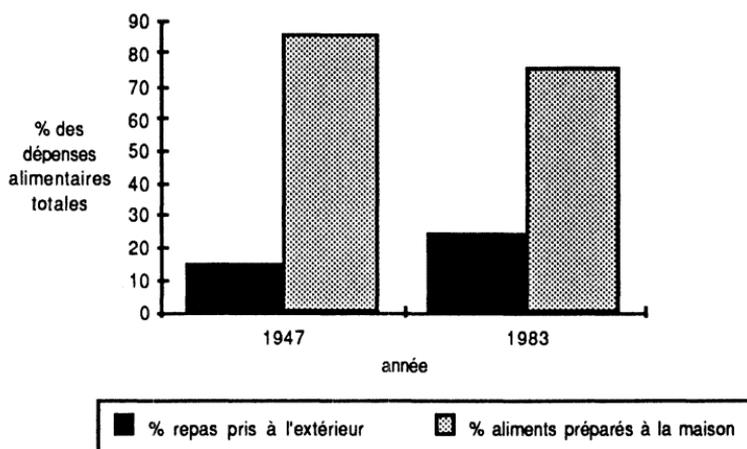
De plus, elles reflètent diverses substitutions qui s'opèrent entre catégories d'aliments (plus de viande et de fromages fins et moins d'oeufs et de céréales) et à l'intérieur d'une même catégorie de produits (plus de fromages de spécialité et de yogourts et moins de lait entier).

2.4 Les grands changements dans les modalités de la consommation et le développement de la restauration à l'extérieur du domicile

Les transformations dans les régimes alimentaires affectent les modalités mêmes de la consommation. Ces dernières définissent en quelque sorte le comportement alimentaire d'une société donnée. Elles réfèrent aux questions suivantes: Où consomme-t-on? Avec qui? A quelle fréquence? Selon quelles règles? Quelle signification sociale attribue-t-on à la fonction alimentaire? Au Canada, cet aspect dynamique de la demande des produits alimentaires est, lui aussi, caractéristique d'une société de richesse et de consommation de masse. Ainsi, le renforcement de la consommation à l'extérieur du foyer est un des exemples les plus caractéristiques des modifications qui sont survenues, au cours des dernières années, dans les modalités de la consommation alimentaire au Canada.

Les dépenses pour les aliments consommés à l'extérieur sont passées de 14,7% à 24,4% entre 1947 et 1983 dans le total des dépenses alimentaires (graphique 5). Toutefois, les familles urbaines sont plus enclines à consommer aliments et boissons à l'extérieur. En effet, les aliments et boissons consommés à l'extérieur représentent actuellement près du tiers des dépenses alimentaires des familles urbaines et près du quart de celles de l'ensemble des familles canadiennes.

Graphique 5
Évolution de la part des dépenses alimentaires
consacrées aux aliments préparés à la maison et
aux repas pris à l'extérieur, Canada, 1947-1983



Source: Statistique Canada, cité dans Agriculture Canada, *Revue du marché alimentaire*, décembre 1984.

3. Les grandes transformations du complexe agro-alimentaire canadien

Au cours des dernières années l'ensemble du système agro-alimentaire canadien a subi des transformations importantes. Ces dernières concernent aussi bien sa place dans l'ensemble de l'économie, que le poids relatif des différents secteurs qui le composent.

3.1 Croissance absolue, mais déclin relatif du système de production agro-alimentaire canadien

Depuis 1961, la contribution du système de production agro-alimentaire (S.P.A.A.) canadien à l'ensemble de l'économie diminue continuellement. Ce déclin relatif du secteur de production agro-alimentaire dans l'économie globale peut être appréhendé à travers l'évolution d'indicateurs aussi différents que: la valeur ajoutée, l'emploi, la demande finale, les exportations et la formation brute de capital fixe. Le tableau 5 retrace l'évolution du S.P.A.A. dans l'économie nationale. Cette évolution, conforme aux lois tendanciennes des économies

occidentales, illustre bien le déclin du secteur manufacturier au profit du secteur tertiaire .

Tableau 2
Évolution du système de production agro-alimentaire dans l'économie nationale

	1961	1971	1982
% du PIB			
- Agriculture	4.4	3.2	3.1
- Pêche et chasse	0.2	0.2	0.2
- IAB.	3.9	3.2	2.8
- Total SPAA.	8.5	6.6	6.1
% de la FBCF*			
- Agriculture	8.1	5.6	6.3
- Pêche	0.4	0.2	0.2
- IAB.	2.6	2.0	1.5
- Total SPAA.	11.1	7.8	8.0
% de l'emploi			
- Agriculture	11.2	6.3	4.3
- Pêche et chasse	0.3	0.3	0.3
- IAB.	3.5	2.7	2.1
- Total SPAA.	15.0	9.3	6.7
% des exportations			
- Agriculture	13.2	6.6	6.9**
- Pêche et chasse	0.4	0.2	0.2**
- IAB.	7.1	5.3	5.0**
- Total SPAA	20.7	12.1	12.1**
% des dép. de cons.			
- Ali. et bois. non alcool.	18.5	15.4	14.6
- Boissons alcoolisées	3.7	3.8	3.4
- Dépenses alimentaires totales	22.2	19.2	18.0

* = Formation brute de capital fixe

** année 1981

Source: Nos calculs à partir de Statistique Canada.

Note: Les séries détaillées sont présentées aux annexes 1 - 10 - 11 - 12 - 13.

Cette évolution s'est accompagnée d'une industrialisation du système agro-alimentaire. Ce phénomène s'observe, au niveau de la composition de la demande agro-alimentaire finale et des exportations, dans la croissance de la demande des produits agricoles transformés et dans le dynamisme des firmes de la transformation alimentaire. Il se traduit également dans le poids de plus en plus grand que prennent les secteurs de la transformation en matière de production intérieure brute et

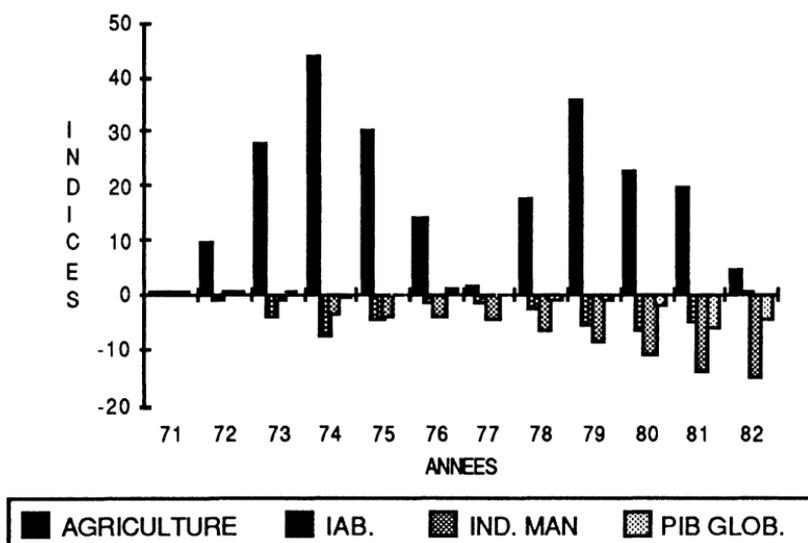
d'emploi. Le tableau 2 traduit bien l'importance de ce renversement de tendances au cours des vingt dernières années.

3.2 Des marges faibles freinant le dynamisme des industries agro-alimentaires

Insérées qu'elles sont entre un secteur agricole très organisé et un secteur de la distribution alimentaire très concentré, les industries de la transformation alimentaire ont éprouvé beaucoup de difficultés dans les négociation de prix entre leur amont et leur aval. Le graphique 6 permet de comparer l'évolution relative des prix payés et reçus entre un certain nombre de secteurs de l'agro-alimentaire et de l'économie nationale. Il exprime la différence entre les indices implicites des prix à la production et ceux des consommations intermédiaires, sur la base de 1971.

Ce graphique met en évidence le fait que l'écart entre la progression des prix reçus pour la vente de leurs produits et celle des biens et services qu'ils ont dû acheter, s'est révélé particulièrement favorable aux agriculteurs considérés dans leur ensemble. Alors que cela n'a pas été le cas pour l'ensemble de l'économie, et en particulier pour le secteur de la transformation alimentaire. Cette évolution donne une bonne idée de l'évolution en «ciseau» des prix agricoles et alimentaires, si souvent évoquée par les partenaires de l'agro-alimentaire dans leurs négociations tarifaires. Elle explique les difficultés rencontrées par certaines firmes ou d'une façon plus générale par certains secteurs de l'agro-alimentaire pour améliorer leur compétitivité (mise au point des produits nouveaux, acquisition d'équipements plus modernes développement des marchés au Canada et à l'extérieur du pays).

Graphique 6
Évolution relative des écarts de prix des produits
achetés et vendus (indice 1971=0), différents
secteurs, Canada, 1971-1982



IAB = industrie des aliments et boissons

Ind. Man. = industries manufacturières (tous secteurs confondus)

PIB Global = produit intérieur brut global ou de l'ensemble de l'économie

Source: Nos calculs à partir de Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie*, Cat. 61-213.

3.3 Une contribution à l'emploi relativement stable, mais de plus en plus de nature industrielle

Mesuré de façon absolue, le niveau de l'emploi dans le système agro-alimentaire, après une forte décroissance entre 1961 et 1971, a peu varié au cours de la dernière décennie. Cette évolution est la résultante d'un double phénomène, soit la contraction de l'emploi agricole compensée par une augmentation de l'emploi dans la transformation agro-alimentaire. Le recul dans l'emploi agricole s'explique par la poursuite de l'exode rural conjugué à une mécanisation rapide des activités agricoles. Toutefois, après une diminution rapide, l'emploi agricole s'est stabilisé au cours des dernières années.

3.4 Une économie agro-alimentaire marquée par son passé et essentiellement tournée vers l'exportation de produits bruts

Le Canada se caractérise comme un marché agro-alimentaire de dimension plutôt réduite et passablement saturé. En effet, la population a juste dépassé les vingt cinq millions d'habitants en 1984, et enregistre un taux moyen de croissance annuelle relativement faible, soit de 1,3% entre 1971 et 1984. Au cours de la même période, la production brute (en prix constants) des produits agro-alimentaires a augmenté de 2,3% par année, soit à un rythme de beaucoup plus élevé que celui de la population. Cette progression de la production alimentaire s'est réalisée sur la base des marchés extérieurs plus à même d'absorber la part croissante de cette production.

Tableau 3
La balance commerciale agro-alimentaire du
Canada, 1984

<u>PRODUITS</u>	<u>EXPORTATIONS</u>		<u>IMPORTATIONS</u>		<u>SOLDE</u>
	\$millions	%	\$millions	%	\$millions
Produits agricoles	6 998	60.2	487	8.0	6 511
Produits alimentaires *	4 076	35.0	5 165	84.9	-1 089
Boissons	558	4.8	430	7.1	128
Total des produits agro-alimentaires	11 632	100.0	6 083	100.0	5 550

* Produits des IAA. = Aliments (incluant des produits pour l'alimentation animale) et produits de la pêche (transformés et bruts).

Source: Données compilées à partir de Statistique Canada, Cat. 65-202 et 65-203 (annexes 15- 16).

Divers courants ont marqué l'évolution des exportations agro-alimentaires canadiennes. Tout d'abord, malgré leur influence sur la balance des paiements, les produits agro-alimentaires comptent pour une part de plus en plus réduite des exportations totales du pays. Elles sont passées de 21% des exportations totales en 1961 à 12% en 1980, sous la pression du développement des exportations des produits pétroliers et des autres secteurs manufacturiers. Cette évolution s'est accompagnée d'un phénomène de substitution entre les exportations de produits bruts et celles de produits transformés.

Or, malgré un effort de diversification, les exportations des industries agro-alimentaires canadiennes se situent dans des créneaux relativement traditionnels. En effet, depuis plus d'une décennies, leurs ventes à l'étranger sont principalement constituées des produits de la

viande, du poisson, généralement peu transformés, et des boissons distillées (surtout le whisky).

4. Des industries agro-alimentaires en profonde mutation

Les industries agro-alimentaires et le secteur des boissons occupent une place à la fois importante et stratégique le long des filières qui vont de la production agricole jusqu'à la consommation des produits. D'une part, elles se situent au premier rang parmi les vingt grands groupes industriels canadiens avec \$38,4 milliards de chiffre d'affaires en 1982. D'autre part, leur position clé le long des chaînes alimentaires et leurs effets d'entraînement leur confèrent un rôle essentiel dans le développement de plusieurs régions.

Entrées dans l'ère de l'agro-industrie, les firmes de la transformation alimentaire ont subi des mutations profondes qui ont affecté à la fois leur poids et leurs relations avec le reste de l'économie et leurs structures internes. Le poids grandissant des industries agro-alimentaires dans le système agro-alimentaire s'explique à la fois par l'introduction d'opérations traditionnellement réalisées dans le secteur de production agricole et par la prise en charge de certaines tâches ménagères par l'industrie de la transformation. Ce *double transfert* a permis au secteur de la transformation des aliments et boissons d'occuper une position de plus en plus stratégique dans le processus qui s'étend de la production agricole à la consommation finale des aliments.

Les industries agro-alimentaires jouent un rôle-clé dans le développement de l'économie agro-alimentaire: elles sont chargées de valoriser les produits agricoles. De leur dynamisme dépendront à la fois le passage de la production de l'agriculture à la consommation alimentaire, et la sécurité alimentaire d'une population. D'un point de vue plus économique, compte tenu de leur poids dans l'économie nationale et des caractéristiques de leur processus de transformation (niveau des facteurs primaires, et liens intersectoriels avec le reste de l'économie), l'impact des industries agro-alimentaires sur le niveau de l'emploi, de l'investissement, de la production et leurs effets d'entraînement sur les autres secteurs, s'avèrent les plus élevés de l'économie canadienne.

4.1 L'évolution de la concentration dans les industries agro-alimentaires

- Une diminution sensible du nombre d'établissements, mais une concentration industrielle relativement faible

Au Canada, la concentration du capital s'est accompagnée d'une restructuration technique de l'appareil de production, avec une disparition nette de 3 343 établissements de 1960 à 1982, particulièrement active au cours des années 1960.

Toutefois, cette concentration technique varie beaucoup avec les secteurs. Si le nombre d'usines a diminué de près de moitié (-43%) de 1961 à 1982 dans l'industrie alimentaire, certains secteurs comme l'industrie laitière (-77%), la fabrication des boissons gazeuses (-59%), le conditionnement de la volaille (-53%) ont, quant à eux, fait l'objet d'une restructuration technique encore plus vigoureuse. En revanche, d'autres secteurs ont augmenté leurs unités de transformation, telles les industries de la viande (+41%), des produits alimentaires divers nca (+11%), et les distilleries (+83%). Cette progression du nombre d'établissements est également sensible dans le secteur de la transformation du poisson, de façon moins marquée cependant (+6%).

Malgré cet effort de restructuration technique, l'appareil de transformation alimentaire canadien se caractérise encore par un nombre élevé de petits établissements. Ainsi en 1982, 63.5% des usines du secteur comptaient moins de 20 salariés, tandis que les établissements de grande taille (200 employés et plus) ne représentaient que 4.5% de l'ensemble. C'est principalement vers les unités intermédiaires, occupant de 20 à 200 employés qu'a porté l'effort de restructuration, les unités de production progressant de 6% au détriment des unités de plus petite taille, au cours de la période 1972-82. Ce même phénomène est également observé dans le secteur des boissons.

Comparée à la forte concentration du capital, cette concentration technique apparaît comme relativement faible. C'est-là une des caractéristiques des structures industrielles de l'agro-alimentaire, observée dans l'ensemble des économies occidentales. Elle s'explique, à des degrés divers, par les caractéristiques techniques de la transformation alimentaire, par la périssabilité des produits qui en fait l'objet, par la nécessité de localiser les usines au sein des zones de production souvent géographiquement dispersées. Elle indique aussi que, compte tenu de ces contraintes et des caractéristiques de l'environnement de la transformation alimentaire, il est plus avantageux pour les firmes de raffermir leur puissance sur une base financière que de rechercher à tout prix des économies d'échelle par le développement d'une stratégie de concentration technique.

•L'agro-alimentaire: secteur à forte concentration de capital

L'économie agro-alimentaire se caractérise par un certain retard dans sa restructuration technique (concentration industrielle), du fait de son entrée tardive dans l'ère de l'industrialisation. Elle affiche cependant un niveau d'organisation financière (concentration du capital) de deux à quatre fois supérieur à la moyenne de l'ensemble manufacturier.

La concentration du capital n'est toutefois pas homogène d'une filière de production à l'autre, à l'intérieur de l'industrie agro-alimentaire. Le tableau 4 fait ressortir ces niveaux de concentration, en matière de parts de marché, pour les principaux secteurs de la transformation alimentaire.

Tableau 4
Évolution des rapports de concentration dans
l'industrie des aliments et boissons, par secteur,
Canada, 1970 à 1982

part (%) des livraisons des 4 premières

	<u>entreprises du secteur</u>	
	<u>1970</u>	<u>1982</u>
Abattage et conditionnement de la viande	54.8	39.8
Conditionnement de la volaille	37.0	36.8
Transformation du poisson	39.2	42.6
Conserveries de fruits et légumes	41.7	40.0
Fruits et légumes congelés	x	66.3
Industrie laitière	29.2	40.1
Meunerie et fabrication de céréales de table	70.1	63.2
Fabrication d'aliments pour animaux	29.4	23.6
Fabricants de biscuits	68.1	78.8
Boulangeries	31.6	32.0
Fabricants de confiseries	52.8	49.7
Sucre de canne et de betterave	x	x
Moulins à huile végétale	x	70.6
Traitement de produits alim. divers nca	33.7	32.7
Fabricants de boissons gazeuses	46.0	51.6
Distilleries	86.5	75.1
Brasseries	94.0	98.8
Producteurs de vins	64.1	71.6

x = confidentiel

Source: Statistique Canada, Cat. 31-402 (Annexe 32).

Le développement de l'économie industrielle agro-alimentaire s'opère donc d'une façon particulière. On y observe à la fois le maintien d'établissements de taille relativement réduite et le développement d'entreprises de très grande taille qui assurent une part de plus en plus importante de la production du secteur. La concentration du capital ne

s'y est donc pas encore accompagnée d'une restructuration industrielle aussi poussée.

4.2 *L'émergence des grands groupes*

Cette restructuration industrielle a conduit à l'émergence de groupes et d'entreprises de grande taille, fortement structurés, le plus souvent diversifiés et opérant sur les marchés étrangers.

•Grandes firmes et complexes agro-alimentaires

En 1982, les grandes sociétés (dont l'actif est égal ou supérieur à \$10 millions) représentent 5,4% du nombre total de sociétés classées dans la transformation des aliments (tableau 20). Elles regroupent 79% du total de l'actif, 74% du total des ventes et 76% de l'ensemble des bénéfices de cette même branche d'activité. Dans le secteur des boissons, la part des grandes sociétés est encore plus élevée que dans celui des aliments, soit 16.5% du nombre total de sociétés, avec 85% des actifs, 78% des ventes et 73% des bénéfices. Dans l'ensemble de la fabrication (tous secteurs confondus), le poids des grandes entreprises de 10 millions d'actifs y est plus élevé que dans l'industrie des aliments et boissons puisqu'avec 3,8% des sociétés, elles détiennent toutefois 85% des actifs, 78% des ventes et 73% des bénéfices.

L'analyse des firmes «leaders» de l'agro-alimentaire canadien met en évidence le degré poussé de la diversification développé par les grandes entreprises de ce secteur. Que l'on parle d'unité complexe, de grandes unités ou de groupes capitalistes, de conglomerats, on est vite frappé par l'importance et par le niveau de complexité des formes des liaisons qui unissent les différentes entreprises composantes de ces ensembles. Qu'elles soient financières, techniques, juridiques, ou occultes, ces liaisons sont aussi nombreuses que difficiles à analyser.

Tableau 5
Quelques indicateurs de taille des géants de
l'agro-alimentaire canadien

	Secteur	Ventes	Bénéfices	Actif	Employés
George Weston	ALI	8 879 800	100 900	2 616 400	57 000
Loblaw	DET	6 931 100	67 100	1 529 700	33 343
Provigo	DET	4 746 100	48 300	863 900	12 000
Steinberg	DET	3 845 326	73 634	1 146 648	32 000
Canada Sefway	DET	3 489 488	63 100	1 009 479	22 068
Canada Packers	ALI	3 108 643	38 056	619 492	19 000
Seagram	BOI	2 907 404	438 727	8 934 176	14 300
John Labatt	BOI	2 426 495	81 664	1 548 112	13 000
Great Atlantic	DET	1 997 180	-	475 252	18 000
Cargill	SER	1 557 000	11 268	306 618	1 100
Molson	BOI	1 541 458	45 249	1 033 902	10 900
Groupe des Epiciers Unis	DET	1 389 704	-1 066	234 835	2 100
Burns Foods	ALI	1 110 000	-	-	6 000
Mac Cain Foods	ALI	1 000 000	-	576 000	7 500
Nabisco Brands	ALI	957 862	46 465	513 290	6 000

ALI = Alimentaire, DAL = Détail alimentaire, BOI = Boisson, SER = Services agro-alimentaires

Sources: Agro-base

•La dynamique internationale des firmes

Les potentiels agricoles canadiens, comparés à l'étroitesse du marché national, ont vite fait du Canada un pays où l'économie agro-alimentaire s'est fortement internationalisée, au niveau agricole dans un premier temps, puis à celui des produits des I.A.B. dans un deuxième temps. Cette internationalisation se mesure par le degré de pénétration des firmes étrangères et par la présence d'un nombre croissant d'entreprises canadiennes parmi les plus grandes firmes multinationales agro-alimentaires mondiales.

Les répercussions de cette multinationalisation de la transformation agro-alimentaire sont sensibles au Canada, où le contrôle étranger est relativement important. En 1980, 36% de la valeur ajoutée du secteur de la transformation des aliments et boissons provenait d'établissements contrôlés à l'étranger comparativement à 45% pour l'ensemble manufacturier. Même si les investissements étrangers sont plus dilués dans la transformation agro-alimentaire, il demeure que «le secteur des aliments et boissons au Canada est l'un des plus contrôlés par les intérêts étrangers»⁶, par rapport aux autres pays industrialisés.

Le degré de pénétration du capital étranger varie cependant beaucoup avec les secteurs d'activité. On y observe que les firmes étrangères sont particulièrement présentes dans les secteurs de seconde transformation, où les produits se caractérisent par une forte valeur ajoutée et des marges importantes et où les marchés sont en forte expansion. On les trouvera, par exemple, dans les secteurs: des produits alimentaires divers (79.0%), de la meunerie et des céréales de table (72%), des conserves de fruits et légumes (68%) et de la confiserie (67%).

Dans un secteur comme celui des boissons gazeuses, le contrôle étranger se fait sentir par le jeu de franchises et par les systèmes contractuels d'exploitation des marques. Par contre, les firmes canadiennes demeurent surtout présentes dans des secteurs plus traditionnels, moins concentrés, à plus faible valeur-ajoutée, et plus proches de la production agricole, comme ceux des viandes, des volailles, du lait, du poisson et de la boulangerie.

Bien que le contrôle étranger semble avoir légèrement diminué au cours des dernières années dans le secteur agro-alimentaire, sous l'effet du tamisage de l'Agence de révision des investissements étrangers (FIRA), cette présence demeure importante. Ainsi, en 1982, les entreprises alimentaires étrangères, avec à peine 4% du nombre des corporations, détiennent 32% des actifs et 44% de l'avoir du secteur, mais monopolisent 58% des bénéfices avec seulement 23% des ventes.

Gérard GHERSI

Département d'économie rurale
Université Laval

Notes

-
- (1) Pour plus de détails se reporter à la publication suivante: Gérard Gherzi, Lucie Bourque, *Introduction à l'agro-alimentaire canadien*, publication du GRAAL, série «études», No 1, décembre 1985, Département d'économie rurale, Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval, décembre 1985.
 - (2) Lire à ce propos: Louis Malassis, «Filières et systèmes agro-alimentaires», *Economies et Sociétés*, Les Cahiers de l'ISEA, Série AG, n° 17, mai 1983.

- (3) Afin de tenir compte uniquement de la part du commerce correspondant aux produits agro-alimentaires (produits agricoles, poissons, aliments, boissons et tabacs), le pourcentage est établi à partir des marges commerciales pour les biens et services, à partir de Statistique Canada, *Les tableaux d'entrées-sorties de l'économie canadienne*, 1981. Cat. 15-201.
- (4) T.T. Graham Molitor, Graham T.T., «From Farming to Fast Food: The Changing Look of Agribusiness», *The Futurist*, vol. XVIII, no.6, décembre 1984, pp. 20-22.
- (5) On admet généralement qu'il faut en moyenne 7 calories d'origine végétale pour produire 1 calorie animale. Dans le cas du Canada, un régime alimentaire de 3100 calories finales, dont 1500 seraient apportées par des produits animaux équivaldrait à un régime de: $(1500 \times 7) + 1600 = 12100$ calories initiales.
- (6) P.Cooper, «Propriété étrangère dans le secteur de la transformation des aliments et boissons au Canada», *Revue du marché alimentaire*, vol. 3, no. 1, pp. 11-15.